



Assemblée  
parlementaire  
de la Francophonie

# Rapport d'activité

Bureau de Kigali (Rwanda)  
5 juillet 2022

# Sommaire

- 3 Introduction
- 14 Valoriser l'usage de la langue française et promouvoir la diversité des expressions culturelles et linguistiques
- 22 Soutenir la paix, la démocratie et les droits de la personne
- 42 Développer l'éducation et la formation
- 48 Encourager le développement durable, la mobilité et la solidarité
- 56 Améliorer la performance organisationnelle

## INTRODUCTION

**D**urant le premier semestre de 2022, après le Bureau de Libreville – première réunion d'instance majeure à rompre avec le tout-distanciel depuis le début de la pandémie de covid-19 –, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), à l'instar des autres organisations internationales, est graduellement revenue à un fonctionnement normal.

Trois Commissions, deux Réseaux et deux Conférences régionales des présidents de section ont déjà tenu des travaux en présentiel, et plusieurs autres **réunions d'instances** sont prévues pour l'été et l'automne, notamment l'Assemblée régionale Afrique, qui se réunira à Rabat entre la publication du présent rapport d'activité et la 47<sup>e</sup> Session de début juillet 2022. Quant aux Assemblées régionales Amérique, Europe et Asie-Pacifique, elles se tiendront respectivement en

Alberta mi-juillet, en Catalogne fin octobre et au Vietnam fin novembre. En outre, fin juillet, l'événement emblématique du **Parlement francophones des jeunes** reprendra vie, avec sa neuvième édition, à Tirana, capitale européenne de la jeunesse en 2022. Le programme des séminaires parlementaires de 2022 est déjà bien engagé lui aussi, avec, en outre, des perspectives ouvertes par de nouveaux partenariats institutionnels.

La reprise des activités de coopération, des missions politiques, des réunions d'instances et de la participation à des événements internationaux est d'autant plus importante que le **Cadre stratégique** 2019-2022 arrive à échéance. Il convient d'apprécier les acquis tout en établissant avec réalisme et honnêteté la prochaine feuille de route de l'APF.

Pendant ce premier semestre 2022, l'APF a poursuivi son plaidoyer actif en faveur de **l'usage du français dans les organisations internationales**. L'institution a défendu l'importance du multilinguisme et de la diversité linguistique et culturelle, notamment lors d'événements à Bruxelles, Nusa Dua, Paris, Pau et Rome. À l'occasion de chacune de ces missions, l'APF a su rappeler que la langue française était le fer de lance de la Francophonie et que notre devoir était de la mettre en valeur.

L'APF a également continué de suivre avec la plus grande attention l'évolution des crises, des phases de transition et des **conflits dans l'espace francophone et à ses frontières**, alors que le monde traverse une période d'instabilité aigue et de remise en cause de la démocratie représentative.

En Europe orientale, **la guerre menée contre l'Ukraine** a des conséquences systémiques : violation des règles élémentaires du droit international, flux de

réfugiés vers les pays limitrophes, bouleversement des circuits d'approvisionnement énergétique, spectre de famines dans des pays dépendant des importations de céréales. Dans un communiqué publié dès le 3 mars 2022, l'APF a condamné l'agression commise par la Russie. Lors de la Conférence des Présidents de la région Europe de l'APF, à Monaco, deux parlementaires ukrainiennes ont été reçues et **le président de la Rada, M. Rouslan Stefantchouk**, a pu intervenir en visioconférence.

En **Afrique de l'Ouest**, la contagion du terrorisme peine à être combattue, ce qui complique les efforts des États pour assurer la cohésion nationale, la sécurité et le développement humain. Dans un contexte d'essor démographique marqué, de larges pans de la jeunesse manquent de repères et de perspectives.

En **Haïti**, le parlement est dysfonctionnel depuis janvier 2020 et le pays s'est enfoncé davantage dans le chaos politique et

économique depuis l'assassinat de son président, l'an dernier.

L'APF possède la légitimité de se mobiliser encore davantage pour contribuer à la résolution de crises politiques graves. Le dialogue établi avec les autorités et les parties prenantes consolide le **rôle politique de notre institution**. Car ne l'oublions pas : la **diplomatie parlementaire** a un rôle à jouer face aux soubresauts rencontrés par les institutions démocratiques. C'est dans cet esprit qu'un programme bien réfléchi de missions de bons offices parlementaires pourrait être bâti, en commençant par le Sahel, où trois sections parlementaires ont été suspendues de l'APF ces deux dernières années, en raison de la dissolution inconstitutionnelle de leurs parlements.

Ce premier semestre de l'année 2022 marque également la reprise de nos **séminaires et formations**, qui permettent aux élus et aux fonctionnaires des parlements francophones de renforcer leurs capacités et de mieux endosser

leur rôle. Car la démocratie et le développement ont besoin de parlements forts et efficaces, agissant au service des citoyens.

Par ailleurs, une attention particulière a été apportée à la question du **développement durable** : l'APF a participé au Forum mondial de l'eau, à Dakar, et a organisé un séminaire plus un atelier sur des aspects particuliers des changements climatiques – leurs effets aigus dans les pays insulaires et leur impact particulier sur la vie des femmes et des filles –, respectivement en Polynésie française et en visioconférence.

L'année 2022 restera aussi dans l'histoire de l'APF comme celle du vingtième anniversaire de son **Réseau des femmes parlementaires**. Après la vague de mobilisation citoyenne liée au mouvement #Moiaussi, un groupe de travail a œuvré à la mise sur pied d'une politique cadre de prévention et de gestion du harcèlement dans les parlements francophones.

Par ailleurs, le Réseau a lancé un prix bisannuel récompensant une personne morale ou physique s'étant particulièrement investie sur la question des droits des femmes et des filles.

S'agissant de la jeunesse, réjouissons-nous que le Réseau des jeunes parlementaires, créé en 2018 lors de la 44<sup>e</sup> Session, ait pu enfin tenir une réunion en présentiel ! L'APF a à cœur de soutenir des dynamiques de dialogue et d'échanges à travers la **participation de la jeunesse à la vie politique**. En encourageant la jeunesse à avoir un impact sur le cours du monde, elle entend donner un futur pérenne et ambitieux à la Francophonie.

L'APF reste en outre mobilisée sur le champ transversal des **nouvelles technologies de l'information et de la communication** : place de la langue française dans le flux des publications, lutte contre la désinformation, régulation des géants du numérique, encadrement des réseaux sociaux, etc. Au début du printemps, le Cambodge a

accueilli un séminaire parlementaire sur la désinformation. L'Arménie, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Liban et Madagascar bénéficieront aussi de séminaires ou d'ateliers de formation d'ici à la fin de l'année. De plus, en novembre prochain, au sommet de la Francophonie de Djerba, conformément à son rôle d'**Assemblée consultative de la Francophonie**, l'APF déposera un Avis dans le cadre du grand débat sur le thème « la connectivité dans la diversité ».

Enfin, il convient de toujours chercher à améliorer le fonctionnement de notre institution pour qu'elle reste la plus pertinente possible dans un monde en constante mutation. Les défis linguistiques, politiques, éducatifs, culturels, démographiques, écologiques, sociaux et économiques de notre temps ne pourront être relevés que dans une **dynamique d'ouverture et de partenariat**. Les liens entretenus et renforcés avec nos partenaires – à commencer par l'Organisation internationale de la

Francophonie (OIF), sans oublier l'ensemble des acteurs de la Charte de la Francophonie, nos autres partenaires institutionnels et la société civile – sont essentiels. C'est ensemble que nous pourrons donner de la résonance à nos combats et jouer le rôle politique de **vigie de la démocratie** qui nous incombe.

Dans cette optique, le Bureau de Libreville avait donné mandat au Secrétariat général d'explorer de **nouvelles pistes de partenariats institutionnels**, non seulement pour rayonner politiquement encore davantage, mais aussi pour tenter de diversifier les ressources financières de l'APF. À cet égard, trois partenariats prometteurs sont en passe d'être conclus : avec l'Agence française de développement (AFD) pour la prise en charge de séminaires parlementaires ; avec l'Agence belge de développement (ENABEL) pour l'acquittement des cotisations d'une section en difficulté ; avec la Chaire de recherche en études parlementaires de la Chambre des députés du

Luxembourg, pour la conduite de projets de recherche.

Le **nouveau chapitre** qui s'ouvre pour l'APF prendra en compte les enseignements des dernières années pour que l'institution soit toujours plus agile, pertinente et capable de s'adapter aux circonstances tout en poursuivant la trajectoire qui est la sienne depuis plus d'un demi-siècle. Médiations interparlementaires d'urgence dans les zones de crise, missions de prévention en amont des échéances électorales, cadre stratégique, nouveaux partenariats, participation aux grands débats géopolitiques contemporains, corpus législatifs : autant de sujets essentiels, parmi d'autres, que la **47<sup>e</sup> Session** sera l'occasion d'examiner collectivement.

*Le Secrétariat général*

# MEMBRES DU BUREAU

## Président



**M. Adama BICTOGO**  
(Côte d'Ivoire)  
Président de  
l'Assemblée nationale

## Secrétaire général parlementaire



**N.**  
(France)  
Député

## Premier vice-président



**M. Francis DROUIN**  
(Canada)  
Député

## Vice-présidents



**M. Talbi ALAMI**  
(Maroc)  
Député



**M. Moustapha NIASSE**  
(Sénégal)  
Président de  
l'Assemblée nationale



**M. François PARADIS**  
(Quebec)  
Président de  
l'Assemblée nationale



**M. Bruno FUCHS**  
(France)  
Député



**Mme. Thuy Ahn  
NGUYEN**  
(Vietnam)  
Députée



**M. Jean-Paul WAHL**  
(Belgique /  
Communauté française  
/ Wallonie-Bruxelles)  
Sénateur

## Trésorier



**M. Mars DI BARTOLOMEO**  
(Luxembourg)  
Député

## Présidents de Commissions et Réseaux



**M. Joël GODIN**  
(Canada)  
Président de  
la Commission  
des affaires  
parlementaires  
Député



**Mme. Angélique NGOMA**  
(Gabon)  
Présidente de la  
Commission de la  
coopération et du  
développement  
Députée



**M. Laurent WEHRLI**  
(Suisse)  
Président de la  
Commission de  
l'éducation, de la  
communication et des  
affaires culturelles  
Conseiller national



**M. Christophe-André  
FRASSA**  
(France)  
Président de  
la Commission  
politique  
Sénateur



**Mme Maryse  
GAUDREULT**  
(Québec)  
Présidente du  
Réseau des femmes  
parlementaires  
Député



**M. Sébastien LEMIRE**  
(Canada)  
Président du  
Réseau des jeunes  
parlementaires  
Député

## Chargés de mission



**M. Tilkouété Sansan  
DAH**  
(Côte d'Ivoire)  
Chargé de mission  
Afrique  
Député



**M. Kent SMITH**  
(Nouvelle-Écosse)  
Chargé de mission  
Amérique  
Député



**M. Sanya PRASEUTH**  
(Laos)  
Chargé de mission  
Asie-Pacifique  
Député



**M. Jean-Charles  
LUPERTO**  
(Belgique /  
Communauté française  
/ Wallonie-Bruxelles)  
Chargé de mission  
Europe  
Député

## Membres



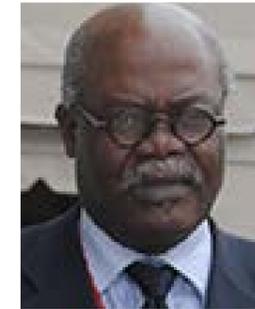
**M. Ted ARNOTT**  
(Ontario)  
Président de  
l'Assemblée  
législative



**M. Faustin BOUKOUBI**  
(Gabon)  
Président de  
l'Assemblée nationale



**M. Pierre-André  
COMTE**  
(Jura)  
Député



**M. Hilarion ETONG**  
(Cameroun)  
1er vice-président  
de l'Assemblée  
nationale



**M. Charles JUILLARD**  
(Suisse)  
Conseiller aux États



**M. Christophe MBOSO  
N'KODIA PWANGA**  
(République  
démocratique du Congo)  
Président de  
l'Assemblée nationale



**M. Seyni OUMAROU**  
(Niger)  
Président de  
l'Assemblée nationale



**Mme Yawa Djigbodi  
TSEGAN**  
(Togo)  
Présidente de  
l'Assemblée nationale



**N.**

# Amadou Soumahoro

1953 - 2022



Le décès d'**Amadou Soumahoro**, président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, survenu le samedi 7 mai, a provoqué l'affliction des parlementaires francophones des cinq continents.

Cadre incontournable de son parti, M. Soumahoro a occupé plusieurs postes ministériels pendant plus de quinze ans. Il est nommé ministre du commerce extérieur en 2002, puis ministre du commerce de 2003 à 2005. De 2011 à 2015, il occupe les fonctions de conseiller du Président de la République avant de devenir, en 2018, ministre auprès du Président de la République, chargé des affaires politiques. Élu président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire en mars 2019, il accède également à la présidence de l'APF lors de la 45<sup>e</sup> Session de l'APF, organisée à Abidjan en juillet de la même année. Dans son discours d'ouverture, il met alors en avant ses ambitions pour contribuer à préserver la paix et offrir un monde meilleur à la jeunesse francophone.

*« La disparition du président Soumahoro est une triste nouvelle pour les parlementaires de notre institution. Nous perdons un ardent défenseur des principes et valeurs prônés par le mouvement francophone. En tant que Premier vice-président, je salue la mémoire de cet homme d'État engagé et respectueux de la diversité culturelle, avec lequel j'avais plaisir à échanger » a déclaré **Francis Drouin**.*

*« Amadou Soumahoro était un homme humble, loyal envers ses engagements, toujours à l'écoute des projets conduits par notre institution en faveur du rayonnement et du développement de l'Afrique francophone. J'ai une pensée pour sa famille, ses amis et l'équipe qui l'entourait dans ses fonctions de président de l'APF, à Paris et à Abidjan » a ajouté **Jacques Krabal**, Secrétaire général parlementaire.*

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie présente ses condoléances respectueuses à la famille du président Soumahoro ainsi qu'à ses proches et au peuple ivoirien tout entier.



# Orientation 1

**Valoriser l'usage  
de la langue française  
et promouvoir la  
diversité des expressions  
culturelles et  
linguistiques**

- 16** | Encourager l'utilisation du français dans les institutions
- 20** | Promouvoir la diversité des expressions culturelles et linguistiques

# Encourager l'utilisation du français dans les institutions

## Tribune à l'occasion de la célébration de la Journée de la francophonie et de la langue française, le 20 mars 2022

Démocratie européenne et multilinguisme : pour en finir avec le « tout-anglais ! » Tel est l'intitulé de la tribune publiée en ligne par *La Libre Belgique et Marianne* à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, le 20 mars 2022. Les parlementaires de la région Europe de l'APF ont réaffirmé l'importance du multilinguisme dans l'Union européenne (UE), en particulier à la Commission européenne, si encline à n'utiliser que la langue de Shakespeare.

## Plaidoyer en faveur de l'usage de la langue française dans les organisations internationales

Le 23 février 2022, le Secrétaire général parlementaire de l'APF, **Jacques Krabal**, a participé à une réunion de travail avec **Fatou Isidora Mara Niang**, Représentante de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) auprès de l'Union européenne, et **Jean-Charles Luperto**, Chargé de mission Europe de l'APF. Son objectif : promouvoir l'usage du français et du multilinguisme dans les institutions de l'Union européenne.

## Conférence du MEAE sur le thème : Diversité linguistique et langue française au sein de l'Union européenne

Dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, l'APF a été invitée, le 15 mars, à participer à une conférence de haut niveau, organisée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères français, sur le thème : « Diversité linguistique et langue française au sein de l'Union européenne ».

À l'ouverture de cet événement, **François Bayrou**, Haut-Commissaire au Plan français, **Jean-Baptiste Lemoyne**, ministre délégué chargé du tourisme, des Français de l'étranger, de la Francophonie et des petites et moyennes entreprises, **Leïla Slimani**, Représentante personnelle du Président de la République française pour la Francophonie, et **Louise Mushikiwabo**, Secrétaire générale de la Francophonie, ont tous insisté sur le lien entre la diversité linguistique, socle de la construction européenne, et la concorde entre les peuples européens.

Dans ce cadre, le rôle de l'APF a été souligné à plusieurs reprises, notamment par **Sorin Cîmpeanu**, ministre de l'éducation nationale de Roumanie, Président de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), **Marie-Béatrice Levaux**, vice-présidente de l'Union des conseils économiques et sociaux et



Jacques Krabal à la Conférence organisée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères français

institutions similaires francophones (UCESIF), et **Sandro Gozi**, député européen italien, ancien secrétaire d'État italien aux affaires européennes pour qui « la détermination des parlementaires européens reste en effet le premier levier à la poursuite de cet objectif. Elle doit être accompagnée par une administration neutre mais engagée ».

Ses propos ont fait écho à ceux du Secrétaire général parlementaire de l'APF qui a insisté sur la nécessité de l'engagement politique des eurodéputés. Il a soutenu deux propositions : constituer de nouveau un forum de députés européens en faveur de la diversité linguistique pour encourager les parlementaires à s'exprimer dans leur langue maternelle et organiser un événement annuel francophone dans les instances européennes. Enfin, M. Krabal a rappelé que le respect

de la diversité linguistique repose aussi sur la mobilisation de la société civile et de la jeunesse.

Cette mobilisation doit enfin être encouragée par le renforcement des traductions et de l'apprentissage des langues mais aussi par l'amélioration de facilités de mobilité offertes aux jeunes à travers l'Europe dans le cadre de leur parcours universitaire, en particulier grâce au programme Erasmus, ou encore dans le cadre de la formation continue des fonctionnaires. Il a ainsi présenté l'intérêt des stages ENA-CISAP, organisés en partenariat avec l'APF depuis trente ans.

## Mission au Parlement italien

En avril, le Secrétaire général parlementaire et le Chargé de mission Europe ont conduit une mission en Italie. La délégation a notamment échangé avec

la Présidente du Sénat italien, **Elisabetta Casellati**. Ensemble ils ont exploré les pistes de collaboration entre le Parlement italien et la Région Europe de l'APF sur des actions en faveur du multilinguisme dans les instances européennes.

### **Appel de l'APF au respect du français comme langue officielle de travail de l'UIP**

À l'occasion de la 144<sup>e</sup> Assemblée générale de l'UIP, qui s'est déroulée à Nusa Dua, en Indonésie, plusieurs réunions bilatérales avec des parlementaires membres de l'APF.

L'Assemblée a initié une réunion informelle avec huit délégations nationales francophones pour présenter ses activités et recueillir les questions et avis des participants. En outre, elle s'est associée à l'initiative des représentants de la République démocratique du Congo et de la France visant à protester contre le traitement inéquitable au détriment de la langue française dans les travaux de l'UIP, qu'il s'agisse de la documentation sur papier et sur le site internet ou des projections sur écran et de l'interprétation durant les réunions.

Pour partager et défendre les valeurs de la Francophonie et du multilinguisme, l'APF s'est engagée à œuvrer en faveur de la mise sur pied d'un groupe francophone à l'UIP – dont elle est membre associée – ainsi que dans les autres organisations interparlementaires.

### **Le bilinguisme français-anglais sur la nouvelle carte d'identité française : un choix déconcertant**

Le 19 janvier, l'APF a joint sa voix à celles de nombreuses associations et à l'Académie française en publiant un communiqué dénonçant le bilinguisme français-anglais de la nouvelle carte nationale d'identité française.

Dans cette communication, le Secrétaire général parlementaire a proposé que chaque citoyen français choisisse la deuxième langue européenne de sa carte d'identité : *« Il suffirait d'ajouter une case à cocher sur les formulaires de renseignements individuels, et l'émission de la carte se ferait automatiquement dans la langue choisie. Cette mesure novatrice symbolique ferait date dans la reconnaissance du plurilinguisme. »*



**La délégation de l'APF et la Présidente du Sénat, Elisabetta Casellati**

### **Renforcement de la présence et de l'usage du français dans les parlements**

Des actions de coopération pour le renforcement de la présence et de l'usage de la langue française sont déployées en direction de nos sections membres qui les sollicitent, lorsqu'il ne s'agit pas de la langue de travail, qu'il s'agisse de parlements nationaux ou régionaux.

Elles s'adressent particulièrement aux parlements dont la langue de travail ou officielle n'est pas le français et prennent la forme de cours de langue destinés aux parlementaires ou aux fonctionnaires parlementaires ou de traduction de sites internet en totalité ou en partie.

Elles peuvent également se traduire par l'organisation et le financement de séminaires autour de la Francophonie et de la langue française.

C'est dans ce cadre que l'Assemblée nationale et le Sénat du Cambodge, avec l'existence de bureaux permanents constitués d'une dizaine de fonctionnaires dédiés à la Francophonie parlementaire, continuent de bénéficier de cet appui avec des cours financés auprès de l'Institut français du Cambodge. C'est également le cas de l'Arménie qui dispose désormais d'une base de documents en langue française et dont le site est traduit en français, notamment pour les actualités.

# Promouvoir la diversité des expressions culturelles et linguistiques

## Intervention du Secrétaire général parlementaire sur TV5 Monde

À l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie et de la langue française, le Secrétaire général parlementaire a accordé un entretien à la chaîne de télévision TV5 Monde au cours duquel il a déclaré qu' « une « lutte doit être menée pour que la deuxième langue redevienne le français » ».

## Journée internationale de la langue maternelle

À l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, célébrée le 21 février et placée sous le thème « l'emploi de la technologie pour l'apprentissage multilingue », l'APF a réaffirmé son engagement en faveur de la diversité linguistique à l'échelle de la planète.

**Florin-Alexandru Alexe** (Roumanie), **Lydiene Epoube** (Cameroun), **Tepuaraurii Terriitahi** (Polynésie française) et **John Vanthof** (Ontario), quatre parlementaires issus des quatre continents de la Francophonie, ont rappelé dans leur langue maternelle l'importance du multilinguisme et les engagements pris par l'APF pour le préserver.

## Mission à Sao Tomé-et-Principe

Après la réunion du Bureau de l'APF, qui s'est tenue à Libreville, et où l'APF a réaffirmé son rôle politique, une délégation conduite par **Jacques Krabal**, s'est rendue à Sao Tomé, les 30 et 31 janvier, à l'invitation du Parlement de la République de Sao Tomé-et Principe.

La délégation de l'APF a mené des discussions politiques de haut niveau avec **Carlos Manuel Vila Nova**, Président de la République, et **Delfim Santiago das Neves**, Président de l'Assemblée nationale. Elle a également rencontré des représentants de la majorité et de l'opposition parlementaire ainsi que le Président du réseau des jeunes députés.

L'APF poursuit sa politique d'élargissement en Afrique avec en perspective une future demande d'adhésion de ce pays lusophone d'Afrique centrale où le français est la seconde langue officielle après le portugais et qui s'est forgé, à l'échelle régionale, une image de démocratie parlementaire.

Plusieurs invitations informelles à prendre part aux prochaines réunions des instances de l'APF ont été soumises aux autorités parlementaires de ce pays.

## Echanges avec le Parlement du Land de la Sarre

Une rencontre a eu lieu le 25 février 2022 entre l'APF et le Président du parlement du Land de la Sarre, **Stephan Toscani**, dans une perspective de rapprochement avec l'APF. La promotion du multilinguisme dans l'Union européenne et la coopération parlementaire étaient à l'ordre du jour de cet entretien.



Jacques Krabal et Delfim Santiago das Neves à Sao Tomé



## Le Prix Senghor-Césaire 2022 attribué au Théâtre français de Toronto

Pour cette sixième édition du Prix Senghor-Césaire, le jury a choisi de distinguer le Théâtre français de Toronto, proposé par la section canadienne de l'APF.

Fondé en 1967, le Théâtre français de Toronto (TfT) défend la création artistique francophone et constitue la seule compagnie professionnelle se produisant en français à Toronto, métropole canadienne où les francophones sont minoritaires. Ainsi, le TfT jette un pont entre les francophones et le théâtre, mais également entre les anglophones, les francophiles et la langue française. La programmation permet aux artistes de s'exprimer à travers l'éloquence en langue française, fait découvrir de nouvelles œuvres au public et renforce la place du français dans le paysage culturel ontarien.



# Orientation 2

## Soutenir la paix, la démocratie et les droits de la personne

- 24 | Réunions statutaires
- 27 | Renforcer l'action politique de l'APF dans les situations de crise et de transition
- 32 | Œuvrer pour l'égalité femmes-hommes et le droit des femmes
- 36 | Contribuer au renforcement des parlements francophones

# Réunions des instances statutaires de l'APF

## Réunion de la Commission politique

À l'invitation de l'Assemblée nationale du Québec et de son président, **François Paradis**, la Commission politique s'est réunie les 14 et 15 mai à Québec, sous la présidence de **Christophe-André Frassa** (France). Une quarantaine de participants, provenant d'Afrique, d'Amérique, d'Asie-Pacifique et d'Europe ont pris part à la réunion.

Pendant les deux jours de travaux, les membres de la Commission ont adopté trois rapports : celui sur les situations politiques dans l'espace francophone, présenté par **Nelson Messone** (Gabon) ; celui sur les opérations de maintien de la paix, présenté par **Philippe Courard** (Belgique/Communauté française/ Wallonie-Bruxelles) ; celui sur les prérogatives des parlements en situation d'urgence, présenté par **Nicolas Walder** (Suisse). Les parlementaires ont également discuté du projet de rapport sur l'utilisation de la langue française dans les organisations internationales de **Dennis Dawson** (Canada).

**Rémi Quirion**, Scientifique en chef et président des trois fonds de recherche du Québec, président de l'INGSA, le Réseau international des conseillers scientifiques, et initiateur du Réseau du conseil scientifique dans la Francophonie, a prononcé un exposé sur le continuum entre connaissance scientifique et décision politique.

À l'initiative d'**Éric Lefebvre** (Québec), rapporteur sur l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur les droits humains, la démocratie et l'État de droit, la Commission a également entendu **Karine Perset**, responsable de l'Observatoire OCDE des politiques de l'intelligence artificielle.

Par ailleurs, la Commission a émis un avis favorable quant à la recevabilité de la demande de passage au statut de membre associé de la section kosovare ainsi qu'à la recevabilité de la demande d'adhésion du Parlement du Monténégro en qualité de membre associé.

Enfin, les parlementaires réunis ont discuté du projet de corpus législatifs de l'APF puis de l'élaboration du prochain cadre stratégique de l'APF pour la période 2023-2026.



Réunion de la Commission politique à Québec (Collection Assemblée nationale du Québec, François Nadeau)

## Conférence des Présidents d'Assemblée et de section de la Région Afrique

À l'invitation de la section djiboutienne, les Présidents d'Assemblée et de Section de la région Afrique se sont réunis du 16 au 17 mars 2022, à Djibouti, dans le cadre des réunions statutaires de notre organisation.

Cette rencontre a enregistré la participation du Bénin, de la Centrafrique, du Congo (Kinshasa), de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, du Gabon, de Madagascar, du Maroc, du Niger, du Rwanda et du Sénégal.

La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par les interventions de : **Mohamed Dileïta**, député, ancien Premier ministre de Djibouti, Président du comité d'organisation, **Faustin Boukoubi**,

Président de l'Assemblée nationale gabonaise, membre du Bureau de l'APF, représentant le Président de l'APF **Amadou Soumahoro**, et **Mohamed Ali Houmed**, Président de l'Assemblée nationale de Djibouti.

Lors des travaux dirigés par M. Boukoubi, la Conférence a entendu une communication du Président de l'APF, a été informée sur le rapport d'activité du Chargé de mission Afrique, **Dah Sansan Tilkouété**, a examiné les situations politiques en Afrique francophone et a évoqué le fonctionnement de l'APF dans la Région.

Les participants ont adopté un appel de Djibouti pour marquer leur soutien et leur solidarité envers les pays frères en difficulté, pour une paix durable en Afrique francophone.

En marge de ces assises, le Président de la République de Djibouti, **Ismail Omar Guelleh**, a reçu en audience les présidents d'Assemblée présents à la Conférence.

Sur proposition de la section nigérienne de l'APF, la Conférence a marqué son accord pour l'organisation de la 14<sup>e</sup> Conférence des présidents d'Assemblée et de Section en mars 2023, au Niger.



Faustin Boukoubi, président de l'Assemblée nationale du Gabon, Mohamed Ali Houmed, président de l'Assemblée nationale de Djibouti et Seni Olimarol, président de l'Assemblée nationale du Niger

## Renforcer l'action politique de l'APF dans les situations de crise et de transition

### L'APF appelle au cessez-le-feu en Ukraine

L'APF a manifesté sa solidarité avec le peuple ukrainien et exprimé son soutien aux parlementaires de la Rada face à l'agression militaire de la Russie, qui représente une violation flagrante du droit international et des droits de l'homme les plus élémentaires.

Dans son communiqué du 3 mars 2022, elle a appelé au cessez-le-feu immédiat et à l'ouverture de pourparlers de paix. Elle a également joint sa voix à celle de l'Union africaine (UA) pour demander qu'un traitement égal soit accordé à toutes les personnes cherchant à franchir les frontières internationales pour fuir les combats, sans distinction de nationalité ou d'origine.

Enfin, l'APF a demandé aux États européens membres de la Francophonie de faire preuve de solidarité envers tous ces réfugiés de guerre. Elle a organisé une visioconférence sur la situation en Ukraine avec les sections de Bulgarie, Hongrie, Moldavie, Pologne et Roumanie. Les échanges ont porté sur le renforcement de la solidarité parlementaire.

### L'APF demande la libération immédiate du Président du Burkina Faso

Le 24 janvier, face à la situation troublée au Burkina Faso, l'APF a exprimé sa vive préoccupation et a condamné le coup d'État au détriment de l'ordre constitutionnel.

Elle a exprimé sa solidarité envers le peuple burkinabé et a apporté son soutien à **Roch Marc Christian Kaboré**, Président de la République, ancien Président de l'APF (2011-2013), et à **Alassane Bala Sakandé**, Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso.

Un mois plus tard, le 24 février, l'APF a publié un bref communiqué dans lequel elle demande la libération immédiate de M. Kaboré, mis aux arrêts depuis le coup d'État.

## Déclaration commune du SGP de l'APF et du Secrétaire général de l'UIP à l'occasion de la journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix

À l'occasion de la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, célébrée le 24 avril, l'APF et l'Union interparlementaire (UIP) s'unissent pour réaffirmer leur engagement commun au service du multilatéralisme à travers la diplomatie parlementaire.

Dans cette période particulièrement difficile où la paix et la stabilité du monde sont menacées, il est urgent d'encourager les actions multilatérales conjointes afin de faciliter le règlement pacifique des conflits entre nations et d'apporter des solutions innovantes, pertinentes et durables pour lutter contre les menaces qui pèsent sur l'avenir de notre planète, donc sur celui de l'humanité.

L'APF et l'UIP, qui rassemblent les parlementaires du monde entier, conscientes des dangers et des menaces auxquels sont confrontés les peuples, en appellent à la coopération entre organisations interparlementaires et à la solidarité internationale pour renforcer les fondements de la démocratie au niveau national, mais aussi pour trouver des solutions communes aux problèmes mondiaux. Cette solidarité internationale fondée sur une coopération interparlementaire active reste le meilleur rempart aux tentations de dérives et aux totalitarismes.

**Martin Chungong**, Secrétaire général de l'UIP, et **Jacques Krabal**, conscients de la responsabilité de leurs organisations et des attentes qu'elles peuvent susciter, considèrent que seules l'action et la réaction collective peuvent conjurer, par un sursaut démocratique, les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'humanité, et entendent joindre leurs initiatives pour y parvenir.

## Mission de contact et d'information au Bénin

Du 23 au 25 mai, l'APF a mené une mission de contact et d'information au Bénin afin d'approfondir les échanges avec la section béninoise et de rencontrer les divers courants politiques ainsi que la société civile et le corps diplomatique.

La délégation, menée par **Nelson Messone** (Gabon), rapporteur sur les situations politiques à la Commission politique de l'APF, et composée par ailleurs de **Germaine Anaté** (Togo) et **Kalla Ankourao** (Niger), a constaté la volonté manifeste de tous les acteurs de contribuer positivement à la dynamique démocratique du pays.

Les conclusions de la mission feront l'objet de discussions lors de la réunion de la Commission politique prévue à Kigali en juillet 2022.



La mission de contact et d'information dépêchée à l'Assemblée nationale du Bénin, menée par Nelson Messone

## Plaidoyer de l'APF en faveur d'un enregistrement obligatoire, gratuit et public des naissances

L'APF a participé à l'élaboration du second guide pratique sur l'état civil dans l'espace francophone en étroite collaboration avec 12 autres acteurs de la Francophonie dotés d'une expertise et d'un savoir-faire dans le domaine de l'état-civil.

Le 11 mai, le Secrétaire général parlementaire a participé à la Rencontre « État civil des enfants » organisée à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer. M. Krabal a pris part à la table-ronde consacrée au thème : « État de droit et état civil des enfants : comment mieux appliquer les conventions et les règlements internationaux ». Il a alors rappelé que la question de l'enregistrement des enfants à l'état civil devait être une priorité des organisations internationales.



## Mission électorale de la Francophonie au Liban

A l'invitation des autorités libanaises, la Secrétaire générale de la Francophonie, a dépêché une Mission électorale de la Francophonie (MEF) à l'occasion des élections législatives qui auront lieu le 15 mai 2022 au Liban.

Conduite par **Alda Greoli** (Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles), la délégation a rencontré les principaux acteurs et institutions impliqués dans la préparation et la conduite du processus électoral, les leaders des principaux partis politiques engagés dans la compétition électorale, les représentants de la société civile ainsi que les partenaires internationaux sur place, pour apprécier les conditions d'organisation du scrutin.

Sur la base de ces échanges et de ses propres analyses et observations du vote des Libanais à l'étranger et au Liban, la délégation a constaté que les opérations de vote se sont déroulées de manière libre, fiable et transparente et que les dispositions nécessaires ont été prises pour l'organisation du vote dans le respect des obligations légales.

Elle relève cependant la faiblesse du mandat et des moyens de la Commission de supervision des élections, qui pèse sur la transparence et l'équité de la campagne électorale, un accès inéquitable des candidats aux médias, un encadrement et un contrôle limités des dépenses électorales, des discours de haine sur les réseaux sociaux visant particulièrement

les femmes, ainsi que des allégations d'achat de vote, sensiblement accrus dans le contexte de crise économique, et des intimidations qui visaient notamment des candidats « émergents ».



Les membres de la Mission électorale de la Francophonie à la Cour constitutionnelle du Liban

## L'APF en soutien au Sahel

Dans le cadre de la 144<sup>e</sup> Assemblée générale de l'UIP, le Secrétaire général administratif de l'APF, **Damien Cesselin**, est intervenu devant le Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Il a décrit les différentes actions déployées par l'APF pour contribuer à la stabilisation politique des pays fragilisés, par le biais des plaidoyers parlementaires et des actions de coopération interparlementaire.

L'APF s'est également proposée pour intégrer le secrétariat conjoint de l'Appel pour le Sahel, dispositif de réponse globale aux dynamiques terroristes et extrémistes.

# Œuvrer pour l'égalité femmes-hommes et pour le droit des femmes

## Réunion du Réseau des femmes parlementaires

À l'invitation du Président de l'Assemblée de la Polynésie française, **Gaston Tong Sang**, le Réseau des femmes parlementaires s'est réuni à Papeete du 19 au 22 avril 2022.

Le Réseau des femmes parlementaires, qui a entamé la célébration de son vingtième anniversaire de sa création, a finalisé l'examen de deux rapports : le premier, relatif à l'autonomisation économique des femmes dans l'espace francophone, porté par **Marie-France Lalonde** (Canada) ; le second, sur le rôle des femmes pendant la pandémie de la COVID-19, porté par **Natalia Kusendova** (Ontario).

À la suite de la présentation de **Nadine Jalabert** (Nouvelle-Calédonie) sur l'impact du changement climatique sur l'égalité femmes-hommes, un projet de déclaration a été examiné. Par ailleurs, **Françoise Schepmans** (Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles) a présenté l'état d'avancement de son rapport sur la place des filles dans les filières d'éducation, et **Stéphanie Kerbarh** (France) a présenté le compte rendu d'un séminaire parlementaire, à Madagascar, sur la place des femmes dans les industries

extractives. Enfin, la Présidente du Réseau, **Maryse Gaudreault** a présenté l'ébauche de la politique cadre pour lutter contre les violences faites aux femmes dans les parlements.

Puis s'est tenu un atelier pratique, avec le concours de **Claudia Rousseau**, experte québécoise sur les politiques pour lutter contre les violences dans les parlements, de **Brigitte Filion**, de l'UIP, et de **Claire Marchand**, de l'Organisation internationale du travail, sur l'implémentation de cette politique cadre dans les parlements de l'espace francophone. Pour terminer, les membres du Réseau ont entendu la Présidente du Centre « Te pu te hau », **Chantal Galenon** (Polynésie française), sur les objectifs éducatifs de ce centre, le travail essentiel réalisé pour réinsérer les femmes dans la société et le projet d'expansion de cet établissement, à Tahiti.

## Atelier organisé par le Réseau des femmes dans le cadre de la 66<sup>e</sup> Convention de la condition des femmes des Nations Unies

Le 15 mars dernier, le Réseau des femmes parlementaires a organisé une rencontre, par visioconférence, avec ses membres sur l'impact du changement climatique sur les femmes et les filles : un double impact, une double injustice, un double enjeu.

Cet atelier, modéré par la Présidente du Réseau, était animé par **Anne Delorme**, experte sur les politiques liées au climat et au genre. Les sections participantes ont débattu et apporté leur expérience sur l'impact du dérèglement climatique dans leur pays.

Mme Delorme a incité les membres du Réseau à mettre en place une stratégie de plaidoyer qui encouragerait les pays à développer une action globale intégrant les préoccupations de genre et qui s'appuierait sur les connaissances et les perspectives uniques des femmes.

## Réunion de travail avec Pramila Patten

En parallèle de l'Assemblée générale de l'UIP, s'est tenue une réunion de travail avec l'adjointe du Secrétaire général de l'ONU, **Pramila Patten**. En présence de **Latifa Gahouchi** (Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles), cette réunion portait sur la question de la violence sexuelle pendant les conflits armés et le rôle des parlementaires pour encourager les gouvernements à faire de cette thématique une priorité dans leur agenda politique.

Une piste de collaboration a été lancée, notamment pour l'organisation de séminaires parlementaires du Réseau des femmes sur cette question au bénéfice des sections membres de l'APF.



Maryse Gaudreault

## Création du Prix du Réseau des femmes parlementaires de la Francophonie

Le 8 mars, **Maryse Gaudreault** a lancé le premier appel à candidatures du Prix du Réseau des femmes parlementaires de la Francophonie.

Cette distinction, créée à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du Réseau, mettra à l'honneur une personne physique ou morale oeuvrant pour la promotion de l'égalité des genres dans l'espace francophone.

Le premier récipiendaire se verra remettre le Prix à Kigali en juillet 2022.



## Contribuer au renforcement des parlements francophones

### Réunion de la Commission des affaires parlementaires

La Commission des affaires parlementaires de l'APF s'est réunie les 23 et 24 mai au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à l'invitation de son président, **Rudy Demotte**, et du président de la section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles, **Matthieu Daele**.

Après deux années marquées par l'absence de réunion en présentiel, cette rencontre en format hybride a permis de rassembler plus d'une vingtaine de députés et sénateurs. Une quinzaine de Parlements, issus des quatre régions de l'APF, étaient représentés.

Les membres de la Commission ont adopté les projets de rapports de **Darrell Samson** (Canada), sur l'organisation des parlements en période de pandémie, et de **Geneviève Hébert** (Québec) sur l'ouverture des Parlements pour un rapprochement des institutions et des populations.

Ils ont ensuite pris acte de l'avancée du rapport de **Nadia El Yousfi** (Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles) et de **Geneviève Hébert** (Québec) sur les effets de la désinformation dans le milieu

parlementaire. Ce rapport s'appuiera notamment sur le projet d'étude « Infrastructures et mécanismes institutionnels pour l'utilisation de l'information scientifique dans les parlements francophones », présenté devant les membres de la Commission par le Professeur **Mathieu Ouimet**, de l'Université Laval. **Antoine Michon**, Directeur des affaires politiques et de la gouvernance démocratique de l'OIF, est également intervenu pour souligner le rôle de son organisation en matière de coopération menée dans les pays francophones et le renforcement de ses liens avec l'APF.

À l'initiative de la section belge, la Commission a entendu les interventions d'**Anne Vagman**, Premier auditeur chef de section au Conseil d'État de Belgique, sur le rôle de la section de législation, puis de **Nelly Mercier**, Première auditrice chargée des affaires internationales, et de **Yannick Trillet**, Premier auditeur-réviseur à la Cour des comptes de Belgique, sur les statuts et missions de la Cour.

Enfin, la Commission a approuvé le projet d'accord de partenariat entre l'APF et la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, après avoir entendu son représentant le Professeur **Philippe Poirier**.



Réunion de la Commission des affaires parlementaires à Bruxelles

### Séminaire sur la lutte contre la désinformation et liberté des médias au Cambodge

Dans le cadre de son programme Numérique APF, l'APF a organisé, les 6 et 7 avril, à Phnom-Penh, en partenariat avec l'Assemblée nationale et le Sénat du Cambodge, un séminaire sur le thème : « Lutte contre la désinformation et liberté des médias : quels enjeux ? quelles réponses ? »

Les travaux ont été ouverts par le Président de la section cambodgienne de l'APF, le député **Penh Pannah**, qui s'est félicité de la qualité de la coopération avec l'APF et a souligné la pertinence du sujet dans le contexte mondial actuel.

L'état des lieux de la pratique et de la législation au Cambodge a été présenté par **Soklim Ky**, journaliste cambodgien, fondateur de la revue Tmey-Tmey.

Cette problématique a été enrichie par les exposés d'**Emmanuel Dupuy**, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE), qui a successivement traité de la liberté des médias, vecteur de désinformation ou moyen de lutte contre la désinformation et de la lutte contre la désinformation comme enjeu pour la paix et la stabilité dans le monde.

En apportant une vision institutionnelle, **Chawki Gaddes**, président de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) s'est exprimé sur la liberté des médias

en tant que levier de la démocratie et manifestation de l'État de droit et a rappelé le rôle central du législateur en apportant des pistes de réponse sur la problématique du Parlement et des parlementaires face aux fausses nouvelles.

Le secrétaire d'État à l'information du Cambodge, **Gunawadh Kem**, a présenté les dispositifs de veille, de contrôle et de lutte contre la désinformation en cours. Pendant deux jours, une centaine de participants, dont soixante-dix députés et sénateurs cambodgiens, se sont penchés sur cette question, qui peut être le fait d'individus, de groupes de pression, de multinationales ou d'États. Ils ont considéré que la régulation, l'éducation, le contrôle et la sanction étaient les réponses appropriées. Les exposés ont été alternativement modérés par des députés et des sénateurs francophones.

Dans son allocution de clôture, le vice-président de la section cambodgienne de l'APF a soutenu l'idée proposée par les conférenciers de traiter cette question sous une triple perspective nationale, régionale et internationale, en vue d'aboutir à des normes et de règles communes portées par des institutions multilatérales.

### Formation Geoffrey Dieudonné à Madagascar et au Togo

Dans le cadre de la formation Geoffrey Dieudonné, l'APF, en collaboration avec l'Université Senghor d'Alexandrie, le parlement de Madagascar et l'école nationale d'administration de Madagascar

(ENAM), avec l'appui financier de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a tenu du 17 au 20 janvier 2022 à l'intention des fonctionnaires parlementaires malgaches des deux Chambres, une formation en vue de maîtriser le travail parlementaire.

A l'ouverture de la formation, **Rafenomanantsoa Tsirimaharo Ny Aina**, députée et rapporteur générale adjointe, représentant la présidente de l'Assemblée nationale de Madagascar, a relevé que cette formation était pertinente pour consolider les aptitudes des cadres du parlement malgache à exercer leur fonction tout en renforçant la coopération avec l'APF.

**Emmanuel Maury**, ancien Secrétaire général administratif de l'APF, s'est exprimé sur la Francophonie institutionnelle, les parlements francophones et la diplomatie parlementaire pour mieux faire connaître les institutions francophones et parlementaires, tout en précisant l'importance de la coopération bilatérale et multilatérale développée par les parlements. **Tiemogo Boubakar**, Secrétaire général de l'Assemblée nationale du Niger, a traité l'organisation du travail parlementaire en évoquant les organes du parlement, la procédure législative et le contrôle de l'action du gouvernement. Enfin, **Cécile Marquette**, Responsable de la communication du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, est intervenue par visioconférence sur la communication et les pratiques multimédias des parlements.

L'APF a également organisé un séminaire régional, du 19 au 22 avril 2022, à Lomé (Togo), à l'attention des fonctionnaires des assemblées nationales du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Togo.

Durant les travaux, **Alioune Dramé**, Directeur du département management à l'Université Senghor, a présenté la Francophonie institutionnelle à travers le fonctionnement de l'institution et les acteurs de la Charte. À sa suite, **Tran Thi Hoang Mai**, Représentante résidente de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) en Afrique de l'Ouest, est intervenue sur les relations multilatérales et les réseaux institutionnels de la Francophonie. **Philippe Di Nunzio**, Directeur général des finances, des ressources humaines et des affaires générales au PFWB, a quant à lui

animé essentiellement les modules sur la communication institutionnelle ainsi que sur l'usage des techniques multimédias dans les parlements. Enfin, **François Arsenault**, Secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale du Québec, a présenté les rôles respectifs des administrateurs des commissions et des assistants parlementaires, les moyens de contrôle des parlements, la préparation et la gestion de la séance plénière, les comptes rendus et les résolutions.



## Séminaire parlementaire sur les changements climatiques et les objectifs de développement durable au profit des élus de Polynésie française et du Pacifique

L'APF et le Parlement de Polynésie française ont organisé un séminaire parlementaire sur les changements climatiques et les objectifs du développement durable (ODD), le 22 avril 2022, à Papeete, en présence de **Francis Drouin**, Premier vice-président de l'APF.

Ont participé à cette rencontre des élus de l'Assemblée de Polynésie française et d'autres parlementaires membres des Commissions et Réseaux de l'APF. Les travaux ont porté sur les deux thèmes suivants : « domestiquer les processus de changement climatique : comment les parlements peuvent contribuer à apporter des réponses efficaces ? » et « l'économie bleue durable dans le contexte des changements climatiques : enjeux et défis ».

**Mamadou Gueye** et **Tekau Frère**, experts associés de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), ont orienté leurs interventions sur les questions de la planification et de la prise de décision, des accords multilatéraux sur l'environnement, de l'intégration et des articulations locales de la convention sur les changements climatiques, ainsi que des impacts sur les eaux, les ressources et écosystèmes insulaires. Les débats avec les élus ont également porté sur les positions des principales parties aux négociations et sur le rôle à jouer par les

élus dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Les experts de l'IFDD ont ainsi sensibilisé et formé les parlementaires présents à Papeete à l'importance de la ratification de l'Accord de Paris puis de sa transposition dans les législations nationales, ainsi que sur l'importance du financement climat.

Lors de cette rencontre, a été soulignée l'importance des parlementaires comme acteurs officiels dans les négociations relatives à la mise en œuvre de l'Accord de Paris et à la préparation de la CdP27, qui se tiendra à Charm El-Cheikh en novembre 2022.

Les élus ont pu faire entendre leurs points de vue et partager leurs préoccupations à propos de la résilience de l'océan Pacifique, notamment au regard de la pêche, secteur clé de l'économie bleue. Dans leur déclaration, ils ont souligné l'importance de mettre en œuvre immédiatement des actions d'adaptation aux effets des changements climatiques sur le long terme, en tenant compte des besoins spécifiques des petits États insulaires.



Séminaire sur les changements climatiques et les objectifs de développement durable à Papeete



### Réunion de travail avec Rémi Quirion, Scientifique en chef du Québec

Le 25 avril, le Scientifique en chef du Québec, **Rémi Quirion**, s'est rendu au siège de l'APF pour une réunion de travail avec l'équipe du Secrétariat général.

Ensemble, ils ont échangé sur le projet de recherche dont le but est d'examiner les infrastructures présentes dans les parlements francophones pour une meilleure transmission de l'information scientifique aux parlementaires.

Des entretiens avec une vingtaine de parlements membres de l'APF seront menés par une équipe de chercheurs de l'Université Laval à Québec.



# Orientation 3

## Développer l'éducation et la formation

44 | Réunions statutaires

46 | L'APF, un acteur stratégique en matière de santé publique dans l'espace francophone

## Réunions des instances statutaires

### Réunion de la CECAC

Sous la présidence de **Laurent Wehrli**, la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC), réunie à Papeete, a exploré des thématiques qui tiennent à cœur à la section hôte et qui trouvent des échos dans la Francophonie.

**Christelle Lehartel**, ministre de l'éducation et de la modernisation de l'administration du gouvernement de Polynésie, chargée du numérique, a présenté le panorama des thèmes suggérés par la section polynésienne. La CECAC a ensuite auditionné plusieurs intervenants : **Heiura Itae-Tetaa**, Présidente de la French Tech Polynésie ; **Éric Tournier**, Directeur général de l'éducation et des enseignements de Polynésie française ; **Christian Morhain**, Inspecteur d'académie et inspecteur pédagogique régional chargé des établissements et de la vie scolaire au vice-rectorat de Polynésie française ; **Mirose Paia**, Maîtresse de conférences en langues et littérature polynésiennes à l'Université de la Polynésie française ; **Mona Laroussi**, Directrice de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF).

Des sujets variés ont été discutés : les enjeux des réseaux sociaux ; la violence à l'encontre des enfants en milieu scolaire ; la persévérance scolaire et l'insertion professionnelle ; les enjeux de

la culture et les langues pour la jeunesse polynésienne. La Commission a, en outre, dédié une partie de ses travaux au suivi de l'éducation en temps de pandémie. **Thierry Rocher**, Président de l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire, a présenté un sommaire du rapport de l'UNESCO sur les impacts de la pandémie sur l'éducation.

Cette partie des travaux a été l'occasion de faire un tour de table afin que les différentes sections puissent partager un état des lieux des conséquences de la pandémie sur l'éducation dans leurs régions et pays respectifs.

### Journée internationale de l'éducation

À l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, célébrée le 24 janvier, l'APF a réaffirmé son engagement en faveur de la réalisation du droit fondamental de chacun à l'éducation, pour construire un avenir plus durable, inclusif et pacifique. « L'APF a pris de nombreux engagements au travers de plusieurs résolutions, en particulier sur l'éducation en temps de crise », a expliqué **Laurent Wehrli**, Président de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'APF, dans une capsule vidéo diffusée pour l'occasion.



Laurent Wehrli, président de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles

« Il est essentiel que nous soyons à l'écoute des défis rencontrés par les différentes sections de l'APF et que nous partageons nos expériences afin de trouver des solutions communes ou individuelles aux enjeux identifiés. »

**Laurent Wehrli**

## L'APF, un acteur stratégique en matière de santé publique dans l'espace francophone

### 9<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau de Dakar

Conduite par **Angélique Ngoma**, présidente de la Commission de la coopération et du développement de l'APF, une délégation de parlementaires a pris part au 9<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu à Dakar du 21 au 26 mars.

Trois axes de réflexion prioritaires avaient été fixés pour cet événement : la sécurité de l'accès à l'eau et à l'assainissement ; le développement rural ; les outils et moyens, incluant notamment les questions de la coopération internationale, des financements, de la gouvernance, de la gestion des connaissances et de l'innovation.

En outre, un segment parlementaire a été organisé et placé sous la présidence de **Moustapha Niassé**, président de l'Assemblée nationale du Sénégal et vice-président de l'APF. Ce temps a permis aux parlementaires d'échanger sur les défis et les enjeux liés à la gestion des ressources et des équipements, ainsi qu'à l'accès universel à l'eau et à l'assainissement.

Face aux conflits et violences liés à l'accès à l'eau, aux déplacements massifs de populations, mais aussi, à la désertification de régions entières, à l'augmentation des temps de trajet pour accéder à l'eau et à l'insécurité

alimentaire chronique, les parlementaires ont appelé à davantage de solidarité internationale. Ils ont proposé la mise en place d'un front parlementaire mondial sur les enjeux liés à l'eau. Il se sont en outre prononcés en faveur du renforcement et de l'essaimage des alliances parlementaires et réseaux spécialisés dans ces domaines.

Organisé pour la première fois en Afrique de l'Ouest, quelques mois avant la CdP 27, ce Forum a marqué une mobilisation sans précédent des parlementaires francophones dans la lutte pour la réduction des inégalités d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

### AFRAVIH Marseille

À l'occasion de la Journée mondiale de la santé, **Laurent Wehrli**, également président du Réseau de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme de l'APF, a participé à la Conférence internationale AFRAVIH à Marseille, du 6 au 9 avril 2022. Plusieurs thèmes ont été abordés, notamment l'initiative « Villes engagées contre le sida », la collecte et l'utilisation des données épidémiologiques, l'évolution virale du Sars-Cov2, ainsi que la réponse aux pandémies et les traitements de demain.



La délégation de parlementaires francophones au forum mondial de l'eau organisé à Dakar

# Orientation 4

## Encourager le développement durable, la mobilité et la solidarité

- 50 | La jeunesse comme vecteur de développement durable
- 54 | La solidarité au coeur des discussions des instances de l'APF



# La jeunesse comme vecteur de développement durable

## Réunion du Réseau des jeunes parlementaires

Pour sa toute première réunion en présentiel depuis sa création, le Réseau des jeunes parlementaires, présidé par le Premier vice-président du réseau, **Pascal Sawa** (Nouvelle-Calédonie), a accordé une grande place à la représentation des jeunes dans les parlements, aux défis auxquels sont confrontés les jeunes parlementaires, à l'entrepreneuriat des jeunes, ainsi qu'à la condition et à la santé des jeunes dans la société, notamment dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

Le Premier vice-président de l'APF et rapporteur du Réseau, **Francis Drouin** (Canada), a quant à lui présenté la version intermédiaire du rapport de la section canadienne, portant sur la participation des jeunes à la vie parlementaire. De plus, les membres du Réseau ont eu l'occasion d'avancer dans les travaux de conception du guide de bonnes pratiques à destination des futurs jeunes parlementaires. Par ailleurs, **Yann Ching**, Directeur général de la société Vini Vini, a présenté aux membres du Réseau son mode de pêche durable ; avec lui, les parlementaires ont effectué une visite de terrain au port de Papeete, où ils ont pu découvrir ses bateaux de pêche ainsi que ses ateliers de mareyage. Grâce à la

présentation de **Yves Heifara Doudoute**, Fondateur et Président de l'association Haururu, le Réseau a également pu se familiariser au concept ancestral du « Rāhui », permettant aux Polynésiens de préserver l'environnement.

## Le Programme des jeunes ambassadeurs francophones (JAF)

Dans le cadre des célébrations de la Semaine de la langue française et de la Francophonie, l'APF a organisé plusieurs événements mettant en avant la société civile et la jeunesse francophones.

En marge de la pré-inauguration de la future Cité internationale de la langue française, abritée dans le château royal de Villers-Cotterêts, s'est tenu le déploiement officiel du programme des jeunes ambassadeurs francophones (JAF).

Le premier de ces événements s'est déroulé au lycée européen de Villers-Cotterêts, le lundi 14 mars, avec le déploiement officiel du programme des jeunes ambassadeurs francophones à l'échelle européenne. Cet événement a été ouvert par l'intervention d'un jeune ukrainien, **Mykyta Shcherbyna**, qui a délivré un message de force et de courage concernant la guerre en Ukraine.

Ce lancement a également été marqué par une allocution de **Jacques Krabal**, Secrétaire général parlementaire de l'APF, par la présentation du programme des JAF par **Marie-Béatrice Levau**, vice-présidente de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires francophones (UCESIF), ainsi que par une intervention de **Claire Extramiana**, de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France. Lors de la table ronde qui a suivi, **Jean-Charles Luperto**, Chargé de mission Europe, a évoqué la place que l'APF entend donner au programme des JAF, rappelant que le dynamisme et la visibilité de l'APF passent aussi par son ouverture à la société civile et à la jeunesse. D'où le slogan de cette année : « Faisons entendre la voix de la Francophonie ! »

## Colloque « Faisons entendre la voix de la Francophonie à l'Assemblée nationale française »

Animé par **Ivan Kabacoff**, présentateur de Destination Francophonie, l'évènement a été introduit par **Jean-Baptiste Lemoyne**, qui a délivré un message de soutien au programme des JAF. La Secrétaire générale de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (CONFEJES), **Louissette-Renée Thobi**, s'est ensuite félicitée de ce nouveau programme en faveur de la jeunesse et a assuré la mobilisation de la CONFEJES au déploiement de celui-ci.

Dans son allocution, le Secrétaire général parlementaire de l'APF, **Jacques Krabal**, accompagné du jeune

ambassadeur francophone ukrainien **Mykyta Shcherbyna**, a rappelé qu'il militait, depuis 2018, avec l'APF, pour un engagement actif en faveur de l'interaction entre la société civile et les parlements, déclarant que « *notre ouverture à la société civile n'a de sens que si nous nous tournons vers la jeunesse* ».

Plusieurs intervenants se sont succédé aux différentes tables rondes. **Marie-Béatrice Levau**, vice-présidente de l'UCESIF, **Jacques Rao**, Conseiller à la Commission nationale française pour l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et **Laurent Dejoie**, Président de l'Association du notariat francophone, ont prononcé des plaidoyers pour une francophonie jeune et engagée.

Les deuxième et troisième tables rondes, animées par **Amandine Leporc**, doctorante à l'Université de Pau, spécialiste de la gestion du patrimoine culturel immatériel, et par **Pauline Lacassy**, doctorante au CNRS, spécialiste des transitions énergétiques et environnementales, ont eu pour thème la diversité linguistique et le plurilinguisme dans les travaux de recherche.

Enfin, **Elsa Grangier**, directrice générale Ashoka France, et **Yannis El Amraoui**, étudiant, ont évoqué la participation des jeunes aux débats politiques pour le renforcement de la démocratie. Pour clôturer cet événement, les jeunes ambassadeurs francophones ont présenté leur engagement en faveur de la Francophonie et décrit ce qu'elle représente pour eux.



Amanda Simard participe à la conférence du groupe canadien d'étude sur l'écologisation des parlements

### Participation d'Amanda Simard à la conférence du groupe canadien d'étude des parlements sur le thème de l'écologisation des parlements et des assemblées législatives

Le 25 février, la présidente du Réseau des jeunes parlementaires, **Amanda Simard**, a participé à une conférence en ligne organisée par le Groupe canadien d'étude des parlements (GCEP), sur le thème de l'écologisation des parlements et des assemblées législatives.

Elle est notamment intervenue sur le rôle des jeunes francophones dans le cadre du dialogue sur le développement durable et les changements climatiques.

### Première participation à un atelier-formation de l'UIP

Le 15 mars, le Réseau des jeunes parlementaires a participé au premier atelier-formation de l'UIP sur l'autonomisation des jeunes parlementaires. Cette première session, qui s'est déroulée en ligne, portait sur l'autonomisation des jeunes femmes.

### Les Rencontres internationales d'éloquence et de débat francophone

Après une édition inaugurale en 2020, Juna-Togo a organisé les 2<sup>e</sup> Rencontres internationales d'éloquence et de Débat francophone (RIDEF) le 16 avril dernier à Lomé.

Avec le soutien de l'APF, huit jeunes du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Cameroun, du Niger, de la République démocratique du Congo et du Togo se sont affrontés sur le thème : « Jeunesse et défis d'une Francophonie durable ».

Face à un jury notamment composé de **Germaine Anaté** (Togo) et de la Représentante de l'OIF en Afrique de l'Ouest, les participants se sont en premier lieu soumis à l'exercice du débat parlementaire. Divisés en deux équipes, représentant la majorité et l'opposition, les jeunes ont longuement débattu sur le sujet : « la jeunesse francophone manque de repères ».



Conférence de presse des RIDEF en présence de Germaine Anaté



Des représentants du programme des JAF à Dubaï

## La solidarité au coeur des discussions des instances de l'APF

### Conférence des présidents d'Assemblée et de section de la Région Amérique (ARAM)

La Conférence des présidents de la Région Amérique s'est réunie le 4 avril en visioconférence. Onze sections étaient représentées et la rencontre présidée par **François Paradis** (Québec). Une résolution a été adoptée à l'unanimité pour demander la suspension des paiements de cotisation à l'APF de la Section d'Haïti pour les exercices financiers durant lesquels son parlement n'était pas en opération.

Cette demande vaut également pour toutes les autres sections qui pourraient être dans la même situation. Les membres ont également approuvé la création d'un programme de mentorat entre les participants du Parlement francophone des jeunes (PFJ) et les parlementaires des sections.

La section de la Louisiane a témoigné de son intérêt à accueillir la 38<sup>e</sup> Session de l'ARAM à l'été 2023.

### Conférence des présidents d'Assemblée et de section de la Région Europe

La Conférence des présidents d'Assemblée et de section de la Région Europe s'est, de son côté, réunie à Monaco, à l'invitation du Chargé de mission Europe, **Jean-Charles Luperto** et de la Présidente de la section monégasque, **Michèle Ditlot**.

Plusieurs points statutaires étaient à l'ordre du jour mais la majeure partie des travaux s'est concentrée sur la situation sécuritaire en Europe centrale, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. À ce sujet, les présidents de section ont entendu le témoignage de deux députées ukrainiennes qui ont fait le déplacement et ont organisé une visioconférence avec le Président de la Rada, **Rouslan Stefanchouk**.

Par ailleurs, il a été décidé d'attribuer une aide financière à différentes organisations humanitaires qui oeuvrent en faveur de pays de l'APF impactés par le conflit. Ainsi, l'Association Vent d'Est, basée en Moldavie, a bénéficié d'une aide de 7 500 euros. Trois autres organisations humanitaires, situées en Macédoine du Nord, en Pologne, en Roumanie et en Suisse, ont bénéficié d'un montant de 4 375 euros.

La réunion de la prochaine Assemblée régionale Europe de l'APF aura lieu du 24 au 27 octobre en Catalogne.



Conférence des présidents d'Assemblée et de section à Monaco



# Orientation 5

## Améliorer la performance organisationnelle

- 58 | Organisation du Secrétariat général
- 60 | L'APF, un acteur phare de la Francophonie

# Organisation du Secrétariat général

## Renouvellement des ressources humaines du Secrétariat général

Le Secrétariat général de l'APF fonctionne avec une équipe d'une vingtaine de personnes qui gère l'ensemble des activités statutaires, des actions de coopération, des missions politiques ainsi que des relations institutionnelles avec les sections de l'APF et les partenaires de la Francophonie.

À l'issue du Bureau de Libreville, en janvier dernier, **Damien Cesselin**, Directeur-adjoint des services de l'Assemblée nationale française, a remplacé **Emmanuel Maury** au poste de Secrétaire général administratif.

Dès janvier 2022, **Jessica Malamba**, Conseillère, Responsable de la communication, a bénéficié d'un congé maternité. Elle a été remplacée jusqu'au mois de mai par deux Chargés de mission, déjà en poste au Secrétariat général, **Oscar Faulconnier** et **Blandine Ngonu Onana**.

Par ailleurs, depuis le début de l'année, le Secrétariat général a pu compter sur l'appui de quatre nouveaux stagiaires académiques : **Guillaume Lemonnier**, **Leslie Palamède**, **Thecilla Schele** et **Helen Wood**, dont l'engagement et le travail sont appréciés.

## Séminaire interne du Secrétariat général de l'APF à Bruxelles

Les 7 et 8 février, l'équipe du Secrétariat général a participé à un séminaire interne dont le but était d'amorcer des pistes réflexion sur une meilleure mise en oeuvre administrative d'intentions politiques exprimées pendant le Bureau de Libreville ou en marge de celui-ci.

Tous les membres de l'équipe — fonctionnaires détachés, contractuels et stagiaires — ont été invités à s'investir dans les échanges afin de les enrichir, en cinq ateliers : organisation des réunions d'instance ; cadre stratégique ; politique partenariale ; corpus législatifs ; procédures internes.

## Évaluation de la contribution du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français

Après une première évaluation stratégique de la contribution française à l'OIF sur la période 2010-2015, le ministère français de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) français a souhaité poursuivre sa démarche en sollicitant une nouvelle évaluation, portant cette fois-ci sur sa contribution à quatre institutions de la Francophonie, l'AUF, l'AIMF, l'Université Senghor et l'APF, sur la période 2014-2020.

Confiée aux cabinets d'étude Planète publique et Learning Avenue, cette évaluation vise à apprécier la prise en compte des priorités françaises par les quatre organismes, et à vérifier si les contributions correspondantes sont bien utilisées en conformité avec ces priorités.

Le Secrétariat général de l'APF s'est fortement impliqué dans le processus, à travers sa participation aux auditions préalables et aux réunions successives

du « groupe de référence », aux côtés des évaluateurs et des autres organismes évalués.

Amorcés au printemps 2021, les travaux sont en voie de s'achever : les recommandations sont en cours de finalisation, et le rapport d'évaluation, ainsi que son annexe et sa synthèse, seront rendus publics sur le site du MEAE en octobre 2022.



## Réunion du Groupe de travail sur la réforme des Statuts de l'APF

Réunis à Québec, en marge de la Commission politique, les membres du Groupe de travail sur la réforme des Statuts ont eu des échanges fructueux qui ont permis d'avancer sur le projet de réforme.

Une prochaine rencontre est prévue en octobre 2022 à Paris.

## L'APF, acteur phare de la Francophonie

### L'État de droit et le respect des institutions au coeur des discussions du Bureau d'hiver de l'APF

À l'invitation de la section gabonaise, le Bureau de l'APF s'est réuni les 27 et 28 janvier à Libreville, sous la présidence de **Faustin Boukoubi**, président de l'Assemblée nationale du Gabon, par délégation d'**Amadou Soumahoro**, président de l'APF.

La réunion a rassemblé une trentaine de parlementaires francophones issus de quatre continents, à la fois en présentiel et à distance. « *Ce Bureau est le premier à se tenir en partie physiquement depuis le début de la pandémie de Covid-19* », s'est félicité **Jacques Krabal**, Secrétaire général parlementaire de l'APF. Il s'est aussi agi du premier Bureau en format hybride (présentiel et distanciel) de l'histoire de l'APF.

Lors de la présentation de son rapport d'activité, Jacques Krabal, s'est réjoui des actions entreprises par l'APF à destination de la jeunesse : « *L'APF ouvre grand ses portes à la jeunesse, s'est-il félicité, notamment grâce au projet de réseau des jeunes ambassadeurs de la francophonie. Nos actions avec et pour la jeunesse révèlent l'APF comme un acteur fondamental du rayonnement de la Francophonie citoyenne et populaire.* »

Les situations politiques dans l'espace francophone ont été minutieusement passées en revue, sur la base du rapport présenté par **Christophe-André Frassa**, président de la Commission politique.

En conséquence du coup d'État au Burkina Faso, avec notamment la dissolution du Parlement, le Bureau a constaté la suspension *de facto* de la section burkinabè et adopté une déclaration demandant la libération de tous les responsables politiques et le retour diligent à l'ordre constitutionnel.

L'adoption d'un calendrier raisonnable pour la tenue d'élections libres au Mali a aussi été exigée.

### Visioconférence avec l'Institut d'études de géopolitique appliquée

Le 17 janvier 2022, **Jacques Krabal**, Secrétaire général parlementaire, **Angélique Ngoma**, Présidente de la Commission de la coopération et du développement, et Damien Cesselin, Secrétaire général administratif, ont représenté l'APF lors d'une conférence organisée par un cercle de réflexion parisien, l'Institut d'études de géopolitique appliquée (IEGA).

Cet événement a permis de faire connaître le rôle et les missions de l'APF auprès d'une soixantaine de participants



Les membres du Bureau de l'APF réunis à Libreville au Gabon

(étudiants, fonctionnaires, doctorants), à travers les différents exposés des intervenants.

Le Secrétaire général parlementaire a évoqué le rôle indispensable de l'APF en matière de diplomatie parlementaire, décliné en trois grands axes : l'APF comme lieu unique de discussion pour la Francophonie parlementaire ; l'action de l'APF dans le domaine de la coopération interparlementaire ; l'ouverture de l'APF aux institutions extérieures. Mme Ngoma a poursuivi en apportant des illustrations concrètes des actions réalisées par les parlementaires francophones en matière de politique économique et environnementale. M. Cesselin, quant à lui, a présenté l'organisation et le fonctionnement de l'APF. Enfin, une

période d'échange avec les participants a permis d'élargir le thème de la conférence aux autres défis contemporains qui concernent l'APF et le reste du monde francophone.

### Intervention du Secrétaire général parlementaire au Conseil permanent de la Francophonie et au Conseil de coopération de la Francophonie

Le 8 février, **Jacques Krabal**, a participé au Conseil permanent de la Francophonie (CPF), avec à l'ordre du jour la préparation des IX<sup>e</sup> Jeux de la Francophonie et l'adoption d'une résolution sur la situation politique au Burkina Faso.



Francis Drouin et Louise Mushikiwabo au siège de l'OIF à Paris

Le 10 février, il a également participé à un Conseil de coopération de la Francophonie consacré à la complémentarité des programmes de la Francophonie en faveur du développement durable et à l'initiative de la Francophonie pour le bassin du Congo.

### Participation de l'APF à la 40<sup>e</sup> Conférence ministérielle de la Francophonie

Le Premier vice-président, **Francis Drouin**, a pris part à la 40<sup>e</sup> Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF), laquelle pour la première fois depuis 2019 et l'émergence de la pandémie de Covid-19, se déroulait en présentiel.

M. Drouin a présenté l'action de l'APF dans la lutte contre la désinformation.

### Participation de l'APF à la 144<sup>e</sup> Assemblée générale de l'UIP

Une délégation de l'APF, conduite par **Latifa Gahouchi** (Belgique/Communauté française / Wallonie-Bruxelles) a pris part à la 144<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Union interparlementaire (UIP), du 20 au 26 mars 2022. Le débat général a porté sur le thème « Objectif zéro : mobiliser les parlements pour agir face aux changements climatiques ». Près de 200 délégations, dont celles de 110 parlements nationaux, ont partagé leurs expériences et attentes sur la

question des changements climatiques et insisté sur la nécessité d'agir de façon concertée et sans délai.

En compagnie d'autres délégations francophones, l'APF a appelé au respect du français comme langue officielle de travail de l'UIP.

### Visite de la Secrétaire générale de la Francophonie au Vietnam

Du 21 au 30 mars, la Secrétaire générale de la Francophonie, **Louise Mushikiwabo**, a conduit au Vietnam et au Cambodge la première mission économique et commerciale de l'organisation.

Lors de son passage à Hanoï, Mme Mushikiwabo a été reçue par **Thuy Anh Nguyen**, vice-présidente de l'APF. Elles ont échangé sur l'intensification de la collaboration entre les deux institutions.

### Renforcement du travail en commun avec l'IFDD

Afin de préparer la 27<sup>e</sup> Conférence des parties sur le climat (CdP27), qui se tiendra du 7 au 18 novembre à Charm el-Cheikh, mais aussi dans la perspective éventuelle de l'élaboration d'un corpus législatif sur les changements climatiques, une nouvelle impulsion a été donnée au travail en commun entre l'APF et l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFEE).

L'événement de Charm el-Cheikh sera l'occasion de valoriser les travaux de la Commission de la coopération et du développement ainsi que du réseau de femmes de l'APF sur le sujet des changements climatiques, dans le cadre

d'un segment parlementaire francophone, organisé en s'appuyant sur l'expertise de l'IFDD.

### Participation de l'APF à l'Assemblée générale de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée

**Françoise Schepmans**, vice-présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF, a assisté à l'Assemblée générale de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) qui a eu lieu à Dubaï les 9 et 10 mars.

Mme Schepmans y a notamment rencontré la future présidente du premier réseau des femmes de l'APM, **Joanna Lima**, et a également participé à une conférence organisée par l'OIF sur la thématique « Oubliées en temps de crise, les femmes actrices de paix et de reconstruction ». Elle y a présenté les missions du Réseau des femmes parlementaires et la priorité donnée à l'élaboration d'une politique-cadre visant à lutter contre les violences faites aux femmes dans les parlements.



Françoise Schepmans à la conférence organisée par l'OIF à Dubaï



Thuy Anh Nguyen et Louise Mushikiwabo à Hanoï

Suivez  
l'Assemblée parlementaire  
de la Francophonie sur



<http://apf.francophonie.org>